



Survivre à la disparition de l'État islamique. La stratégie de résilience du mouvement kurde syrien

Patrick Haenni et Arthur Quesnay

Research Project Report
27 January 2020
2020/02

© European University Institute 2020
Content and individual chapters © Patrick Haenni, Arthur Quesnay, 2020

This work has been published by the European University Institute,
Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

This text may be downloaded only for personal research purposes. Additional reproduction for other purposes, whether in hard copies or electronically, requires the consent of the authors. If cited or quoted, reference should be made to the full name of the author(s), editor(s), the title, the year and the publisher.

Requests should be addressed to med@eui.eu.

Views expressed in this publication reflect the opinion of individual authors and not those of the European University Institute.

Middle East Directions
Robert Schuman Centre for Advanced Studies

Research Project Report
RSCAS/Middle East Directions 2020/02
27 January 2020

European University Institute
Badia Fiesolana
I – 50014 San Domenico di Fiesole (FI)
www.eui.eu/RSCAS/Publications/
cadmus.eui.eu



With the support of the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission supports the EUI through the European Union budget.
This publication reflects the views only of the author(s), and the Commission cannot
be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Survivre à la disparition de l'État islamique. La stratégie de résilience du mouvement kurde syrien

*Patrick Haenni et Arthur Quesnay**

* Patrick Haenni est docteur en science politique et chercheur associé à l'Institut de l'université européenne. Il est senior advisor au Centre pour le dialogue humanitaire. Il se concentre depuis 2013 sur les dynamiques politiques dans les zones des oppositions syriennes. Il est l'auteur de deux livres: *L'islam de marché* (Paris, Seuil, 2005) et *L'ordre des caïds* (Paris, Karthala, 2005).

Arthur Quesnay est docteur en science politique et chercheur au sein de l'ERC *Social dynamics of civil wars* (Paris-1 Panthéon-sorbonne). Ses recherches portent sur l'Irak et la Syrie depuis 2009. Il a notamment co-publié, avec Adam Baczko et Gilles Dorronsoro, *Civil War in Syria* (Cambridge University Press, 2018).

Les résultats préliminaires de cette recherche ont été présentés lors d'une table-ronde intitulée « *Shifting the balance of power in north-east Syria* », organisée par le MED programme le 28 novembre 2019, dans le cadre du programme « *Wartime and Post-Conflict in Syria* ».

Table of Contents

Introduction	1
1. L'éclatement de l'espace stratégique du nord-est	3
1.1. La fin des contradictions de la politique américaine	3
1.2. La Russie dans le nord-est: un engagement en faux semblant	4
1.3. Le bellicisme contrarié de la Turquie	5
2. La résilience de l'ordre politique du nord-est	7
2.1. La re-fonctionnarisation du nord-est syrien	7
2.2. La réappropriation des institutions par le bas	8
2.3. L'épuisement des dynamiques contestataires: un consentement en négatif	10
3. L'endiguement des menaces sécuritaires	11
3.1. La frontière sans le territoire: le rapport de force maîtrisé avec le régime	11
3.2. Les populations sans le territoire: la résurgence limitée de l'État islamique	13
3.3. La maîtrise de la situation dans les camps	15
Conclusion: l'impasse du fait accompli	17

Introduction

Depuis 2014, le mouvement öcalanien¹ est devenu une force politique et militaire incontournable dans la guerre contre l'État islamique (EI) en Syrie. Le soutien de la coalition occidentale lui a permis de reconquérir l'ensemble du nord-est et de mettre sur pied une administration capable d'encadrer la population, l'économie et le territoire malgré une idéologie allogène pour la majorité de la population. Mais en 2019 la chute du Califat met en péril cet ordre politico-militaire. La proximité du mouvement avec le PKK² pousse la Turquie à intervenir à un moment où la victoire contre l'EI fait chuter la valeur ajoutée de ce mouvement et, avec elle, la propension américaine à le défendre.

Confortée par le fait que les États-Unis ne s'opposeront pas sur le terrain, la Turquie lance le 9 octobre l'opération « Source de Paix ». Son objectif est d'évincer les Forces démocratiques syriennes (FDS) – dont les Unités de protection du peuple, ou YPG constituent les bataillons d'élite –³ de la bande frontalière et d'y constituer une « zone de sécurité » (*safe zone*), destinée notamment à relocaliser une partie des réfugiés syriens présents sur le sol turc.⁴ Menée par les forces supplétives de l'Armée nationale syrienne (ANS), l'intervention militaire permet de conquérir la région syrienne entre Tal Abyad et Ras al-Ain, soit plus de 1 000 km² de territoire.⁵ Puis, le 17 octobre, les États-Unis et la Turquie signent un accord instaurant un cessez-le-feu temporaire de cinq jours. L'accord stipule également que les forces armées turques seront le principal acteur de la mise en œuvre d'une « zone de sécurité » sans en préciser les contours géographiques,⁶ ce qui donne à la Turquie un blanc-seing pour réaliser ses ambitions affichées : poursuivre son offensive sur une bande s'étendant de Jarablus à l'ouest jusqu'à la frontière irakienne à l'est, soit 440 km de long pour 30 km de profondeur.

Acculé, et constatant l'incapacité de son partenaire américain à le protéger contre l'offensive turque, le mouvement kurde conclut le 14 octobre, sous l'égide de la Russie, un accord militaire avec Damas,

¹ Nous utilisons ce terme pour qualifier les structures de pouvoir dans le nord-est syrien, en référence aux usages locaux. Le mouvement est souvent désigné par le terme de « apochi » qui se réfère à « l'oncle » - apo en turc - et désigne familièrement le fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, alors que « apochi » désigne ses adeptes. Par facilité de langage, nous ferons aussi référence à ce mouvement par l'usage du « mouvement kurde » ou du « leadership de l'Administration autonome » (*idara dhatiya*).

² La Turquie considère explicitement (et nombre de diplomates occidentaux implicitement) que le mouvement öcalanien en Syrie n'est qu'une pure extension du PKK. La relation du mouvement kurde syrien à la maison-mère est pourtant plus complexe et pour la saisir, il est important de distinguer trois niveaux. À un premier niveau, la filiation idéologique à la pensée du fondateur du PKK est pleinement assumée : le culte de la personnalité (drapeaux, portraits) autant que les cours de formation politique fondée sur l'enseignement d'Öcalan en attestent. À un deuxième niveau, le mouvement garde des connexions organiques avec le PKK : un nombre important de cadres étrangers dans les appareils civils et militaires de l'Administration autonome sont présents. Ils sont décrits comme « volontaires » ou « conseillers » mais détiennent un pouvoir de décision réel dans les structures tant politiques que militaires. À un troisième niveau en revanche, celui du lieu de la prise de décision sur les grandes questions stratégiques, aucune information ne permet de répondre clairement sur la nature de la relation. En conséquence, nous parlons ici de mouvance öcalanienne et non explicitement du PKK.

³ Les YPG sont la première appellation des forces militaires mises en place par la mouvance öcalanienne en Syrie. À partir d'octobre 2015, elles subsistent au sein des FDS comme bataillons d'élite, plus entraînés et plus idéologisés.

⁴ Suite à l'annonce du président Erdogan de l'imminence d'une attaque turque dans le périmètre entre les villes de Tal Abyad et Ras al-Ain, Donald Trump a créé la surprise le 6 octobre 2019 en annonçant par téléphone à son homologue turc le retrait de l'armée américaine de cette zone. Puis le 13 octobre, le ministre de la défense américain, Mark Esper, prend à nouveau l'ensemble des acteurs de court, en annonçant la décision du président Trump d'un retrait total des troupes américaines du nord-est de la Syrie. Julian E. Barnes et Eric Schmitt, « Trump Orders Withdrawal of U.S. Troops From Northern Syria », *The New Yorker*, 13 octobre 2019, <https://nyti.ms/2rS8dys>

⁵ L'opération a causé la vie à plus de 450 civils et le déplacement de 200 000 personnes en une semaine. Rojava Information Center, « Beyond the Frontlines – The Building of the Democratic System in North and East Syria », 19 décembre 2019, <http://bit.ly/2TM3GsQ>

⁶ Bureau des relations extérieures de la Maison Blanche, « The United States and Turkey Agree to Ceasefire in Northeast Syria », 17 octobre 2019, <http://bit.ly/2sHc2GJ>; Semih Idiz, « Will Erdogan's Plans for Northern Syria be Realized? », *Al-Monitor*, 4 octobre 2019, <http://bit.ly/2s4PW0C>

qui autorise le retour d'un nombre limité de soldats de l'armée syrienne à la frontière turque. De prime abord, le mouvement kurde semble avoir capitulé, laissant le régime syrien revenir sans combat dans une région qu'il avait abandonnée 7 ans plus tôt.⁷ En réalité, bien que déstabilisé, le mouvement n'est pas défait et garde des cartes dans un jeu toujours plus complexe pour l'ensemble des acteurs impliqués. Il conserve le contrôle des territoires, de ses forces militaires, des ressources pétrolières et des structures de gouvernance, ce qui lui permet de maintenir un ordre politique alternatif au retour d'un régime plus exsangue que jamais. À ce titre, il demeure le seul acteur à poursuivre la guerre contre l'EI avec le soutien de la Coalition internationale, dont la présence – quoique résiduelle – stabilise *de facto* le modèle de gouvernance kurde sur l'ensemble du nord-est.

Cette étude⁸ présente d'abord le nouvel espace de contraintes et d'opportunités dans lequel se retrouve le mouvement öcalanien depuis octobre 2019, à partir de la lecture des stratégies des principaux acteurs régionaux et internationaux autour du nord-est. Elle se penche ensuite sur les ressorts de la résilience du mouvement kurde, qui a su tenir face aux multiples pressions dont il fait l'objet (guerre face à la Turquie, résurgence de l'EI, tentatives de déstabilisation du régime et retour de l'armée syrienne, désengagement américain). Elle s'interroge finalement sur la durabilité de la situation actuelle et les risques inhérents à l'équilibre fragile de ce paysage.

⁷ À partir de 2011, le mouvement kurde a négocié avec Damas son déploiement dans les trois poches de peuplement kurde à la frontière turque en échange de son engagement à combattre le mouvement révolutionnaire syrien au côté du régime. Au cours de l'année 2012, le régime décide d'abandonner partiellement le nord-est syrien, laissant le champ libre aux YPG pour prendre le contrôle des territoires kurdes.

⁸ Elle se base sur des terrains de recherche réguliers dans le nord-est syrien depuis 2012 et sur des entretiens réguliers avec des représentants des différentes parties engagées à Moscou, Istanbul, Washington, Téhéran, Ankara, Bruxelles, Paris, Londres et Beyrouth.

1. L'éclatement de l'espace stratégique du nord-est

L'incapacité des États-Unis à entamer une démarche de désescalade entre Ankara et le leadership du mouvement kurde a permis le déclenchement de l'offensive turque. Pourtant cette dernière ne s'est pas déroulée comme prévu par Ankara. Si elle a bien forcé les Américains à reculer et à cautionner implicitement l'opération turque, elle a conduit au déploiement de la Russie et de l'armée syrienne sur la bande frontalière. Le retrait américain a ainsi eu pour résultat de faire voler en éclat le *statu quo* produit par la guerre contre l'EI et a contribué à complexifier la donne stratégique du nord-est.

1.1. La fin des contradictions de la politique américaine

Dès le départ, les États-Unis ont toujours eu une approche purement sécuritaire de leur partenariat avec le mouvement öcalanien : du point de vue de Washington, cette relation est purement « *mission based* », ⁹ concentrée sur la lutte contre l'EI depuis 2014, et n'a jamais été assortie d'une vision politique sur les conséquences à terme qu'elle était susceptible d'induire. Prise dans l'urgence d'une réponse militaire rapide et considérant n'avoir d'autre partenaire crédible immédiatement mobilisable, l'administration américaine a soutenu le mouvement kurde en organisant la reconquête des territoires contrôlés par l'EI jusque dans les confins de Deir al-Zor, tout en se désintéressant du projet politique mis en place par le mouvement öcalanien.

Conscients que la lutte contre l'EI dopait les capacités militaires et politiques du mouvement kurde et risquait, à terme, de précipiter un conflit armé avec la Turquie, les diplomates américains ont certes tenté de négocier. Mais leurs efforts n'ont porté que sur des questions périphériques pour Ankara, alors que le cœur du problème, à savoir la relation avec le PKK, n'a jamais explicitement fait l'objet de négociations. Les diplomates américains ont ainsi passé plus d'un an à négocier avec la Turquie et le leadership kurde la mise en place d'un conseil local inclusif dans la ville de Manbij entre 2016 et 2017, ¹⁰ puis dix mois à discuter - sans succès - des modalités pour mettre en place une « zone de sécurité » sur la frontière syro-turque.

En évitant de poser la question de la relation du mouvement kurde syrien avec le PKK, l'administration américaine n'a fait que repousser l'échéance d'une intervention turque. N'étant contraint par aucune conditionnalité politique américaine, le mouvement a de son côté suivi une politique du fait accompli, se dotant d'un appareil militaire et administratif sans équivalent dans la région. Il a aussi maintenu une proximité idéologique et organisationnelle avec le PKK, lui-même en guerre ouverte avec la Turquie depuis 2015. Cette situation a rendu impossible l'établissement d'une alliance stratégique durable avec les États-Unis et a constamment entravé l'accès de l'Administration autonome à une aide plus substantielle en matière de stabilisation de la part des pays occidentaux. Dans le même temps, l'administration américaine a maintenu son partenaire kurde dans l'illusion d'une relation de long terme, ¹¹ alors même que son président manifestait régulièrement ses intentions de retirer ses

⁹ C'est le terme utilisé par l'administration américaine pour qualifier son engagement dans le nord-est, entretien avec des officiels américains, octobre 2019.

¹⁰ Le contrôle de la ville de Manbij était alors hautement stratégique. Alors que les FDS ont tenté d'opérer une jonction avec la région d'Afrin, la Turquie a déclenché en retour l'opération « Bouclier de l'Euphrate ». La ville a perdu depuis son intérêt stratégique hormis sa situation à l'ouest de l'Euphrate, une zone que la Turquie considère comme son pré-carré. Entretiens et observations à Manbij depuis 2017 et discussions avec des officiels turcs et américains en 2017 et 2018, Washington et Ankara.

¹¹ « Plus la relation avec les États-Unis s'ancrait dans la durée, plus se développait une relation quasi organique avec eux irriguée de réassurances constantes sur le maintien de leur présence sur le nord-est, plus nous commençons à croire réellement que, pour la première fois de l'histoire de notre mouvement, nous étions en train de construire une véritable relation stratégique. Nous étions prêts à fragiliser notre ancien tissu de contacts avec les États de la région », mentionnait ainsi un cadre du mouvement kurde (Entretien à Raqqa, novembre 2019).

troupes de Syrie.¹²

À la fin d'octobre 2019, le repli des États-Unis sur l'extrême-est syrien résout ainsi brutalement la contradiction toujours plus problématique de leur alliance avec la Turquie et de leur partenariat avec un mouvement lié au PKK. La présence résiduelle des troupes américaines (moins de 500 hommes), désormais concentrées sur les zones de Deir al-Zor, Hasakah, Shedadeh et Qamichli,¹³ permet à la fois de maintenir une pression sur les derniers foyers de l'EI, sur les centres de détention des militants de l'organisation jihadiste, et de garder le contrôle du point de passage de Simalka [avec la Région du Kurdistan irakien (KRG)] par où transite le soutien logistique aux forces sur le terrain. Pour autant, la décision présidentielle de maintenir *in fine* des forces américaines n'aurait pas été définie en fonction d'objectifs stratégiques, mais autour de l'argument de la protection du pétrole, seul à même de convaincre le président de revenir sur son annonce de départ intégral du nord-est.¹⁴

En résolvant partiellement le nœud gordien de leurs alliances contradictoires, les États-Unis réduisent certes leur assise territoriale mais diminuent également les coûts politiques (la tension avec la Turquie) de leur présence en Syrie. Par ailleurs, si le président maintient sa volonté de désengagement, la décision américaine manque toujours de prédictibilité et de lisibilité autant pour leurs alliés occidentaux, intéressés à continuer la guerre contre l'EI et les programmes de stabilisation, que pour le mouvement kurde lui-même. Cela complique la mise en place d'une stratégie pour ce dernier d'autant plus que l'escalade des tensions entre les États-Unis et l'Iran le prend en étau.

1.2. La Russie dans le nord-est: un engagement en faux semblant

La position de Moscou ne facilite pas plus la prise de décision pour le mouvement kurde. La Russie a bien saisi l'opportunité du désengagement américain pour revenir dans le jeu du nord-est. Mais elle peine à définir une stratégie claire, sous la contrainte de devoir concilier des objectifs multiples et partiellement contradictoires (rassurer la Turquie, faire la médiation entre Damas et le mouvement kurde, soutenir le déploiement de l'armée syrienne). Elle est par ailleurs concentrée pour le moment sur la bataille d'Idlib.

Le retrait américain a permis à la Russie de se positionner dans le nord-est à la faveur d'un accord conclu avec la Turquie le 22 octobre 2019. Cet accord stipule l'arrêt de la progression militaire turque, le retrait des YPG de la bande frontière sur une profondeur de 32 km et leur remplacement par l'armée syrienne et des patrouilles mixtes russo-turques.¹⁵ La politique russe reprend donc une partie du répertoire de la médiation américaine (*safe zone*, retrait des YPG et patrouilles mixtes). Pourtant, tout en étendant son influence sur le nord-est, Moscou hérite aussi des contradictions inhérentes à la position américaine et peine à promouvoir un rapprochement entre d'un côté, le mouvement kurde et le régime syrien et, de l'autre, entre Damas et Ankara.

La Russie possède en revanche un avantage sur Washington, car elle peut intégrer Damas dans l'équation. Il est de son intérêt à favoriser une entente entre Damas et le leadership de l'Administration

¹² Dès mars 2018, le président américain déclarait clairement son intention de retirer imminemment les troupes américaines, Christiano Lima, « Trump: 'I Want to Get out' of Syria », *Politico*, 4 mars 2018, <https://politi.co/38W2pnW>. Il réitéra plus tard cette intention lors d'une conversation téléphonique avec le commandant en chef des FDS, Mazloum Kobani (entretien avec le commandement militaire kurde, Hasakah, janvier 2020).

¹³ Selon un accord tacite entre la Russie et les États-Unis, l'usage de l'espace aérien est désormais divisé en deux zones d'influence, délimitées par le méridien se situant à la hauteur de Tal-Tamr : l'ouest pour la Russie et l'est pour les États-Unis, entretiens avec des responsables américains et russes, novembre 2019.

¹⁴ La même logique aurait présidé pour définir le nombre restreint de soldats. Entretiens avec des militaires américains et kurdes, novembre 2019 et janvier 2020 ; Robin Wright, « Trump's Baffling Plan to Pillage Syria's Oil », *The New Yorker*, 30 octobre 2019, <http://bit.ly/34EQAPM>

¹⁵ Bureau présidentiel russe, « Memorandum of Understanding Between Turkey and the Russian Federation », 22 octobre 2019, <http://bit.ly/370CbPJ>

autonome, qui mettrait le nord-est à l'abri d'une offensive turque, faciliterait le retour de l'État syrien et rendrait la présence américaine plus compliquée. Moscou ne peut cependant pas favoriser un compromis acceptable par le mouvement kurde sans compromettre sa relation avec la Turquie. Elle ne peut que plaider pour la souveraineté de l'État syrien et donc pour le remplacement – et non la protection – de l'Administration autonome par le régime de Damas.¹⁶

Moscou ne croit cependant pas à la capacité de Damas et du mouvement kurde à trouver un terrain d'entente. Elle estime que seul un affaiblissement militaire des FDS pourrait rendre ce rapprochement possible. Suivant cette logique, la Russie a incité, d'un côté, la Turquie à des opérations militaires sur la bande frontalière¹⁷ alors que, de l'autre, elle promouvait une entente militaire entre le leadership des FDS et l'armée syrienne pour contrer l'offensive de la Turquie. Un diplomate russe anciennement en poste à Damas résumait ainsi en termes lapidaires la *realpolitik* de Moscou : « *Nous n'avons pas grand-chose à offrir au mouvement kurde autre qu'une défaite militaire ou un suicide politique* », tout en reconnaissant par ailleurs que Damas ne disposait pas des capacités pour revenir.¹⁸

Enfin, le nord-est ne constitue pas la priorité de la Russie, qui y suit une politique d'engagement minimum (garder de bonnes relations avec le mouvement kurde, faciliter le rapprochement de Damas avec le mouvement kurde et encadrer légèrement le retour de l'armée syrienne). Moscou priorise en effet pour l'heure la progression militaire contre les zones insurgées à Idlib, « *là où des résultats tangibles sont encore possibles* »¹⁹ dans ce qui constitue le dernier espace syrien non protégé par aucun État de tutelle comme les États-Unis dans le nord-est, la Turquie à Afrin et dans le nord du gouvernorat d'Alep. Par ailleurs, alors que la diplomatie russe reconnaît les limites de sa médiation entre le mouvement kurde et Damas,²⁰ Moscou semble préférer attendre le retrait définitif des Américains avant de s'engager davantage.

1.3. Le bellicisme contrarié de la Turquie

Depuis le 9 octobre, la Turquie a conquis sans difficulté majeure le périmètre situé entre Tal Abyad et Ras al-Ain. Les FDS ont perdu rapidement du terrain à Tal Abyad, n'ayant que des contingents arabes peu enclins à combattre les troupes de l'ANS et souvent issues de la même région de Deir al-Zor.²¹ Dans la ville ethniquement mixte de Ras al-Ain, les YPG sont parvenues à retarder l'avancée turque, mais l'issue de la bataille a été sans illusion. Depuis la trêve temporaire du 17 octobre, la Turquie et ses forces supplétives de l'ANS ont encore repris du territoire aux FDS, correspondant, selon des sources de l'Administration autonome à 1100 km², soit 60 villages.²² Suite à ces conquêtes

¹⁶ Entretiens avec des diplomates russes, Genève, Ankara, Moscou, novembre-décembre 2019.

¹⁷ Plusieurs sources confirment que la Russie était prête, durant la première phase de l'opération « Source de Paix », à laisser la Turquie mener l'offensive militaire sur la ville de Kobané, entretiens avec des diplomates et responsables sécuritaires, octobre-novembre 2019. « Lavrov: Kurds' Interest in Sochi Memorandum Ebbing as US Troops Return to Northern Syria », *Tass Russian News Agency*, 26 novembre 2019, <http://bit.ly/2ttfZyY>.

¹⁸ Entretiens avec des diplomates russes, Genève, Ankara, Moscou, novembre-décembre 2019.

¹⁹ *Idem*.

²⁰ « Nous sommes favorables à une entente entre le PYD et Damas, mais nous exerçons des pressions sur le gouvernement syrien sur une multitude de dossiers, et nous n'avons qu'un crédit politique limité. Nous ne pouvons mettre la pression sur Damas pour être plus flexible sur la question kurde car cela a un coût sur nos relations avec la Turquie », *Entretien avec un diplomate russe, novembre 2019*.

²¹ Selon un commandant des FDS qui a fait défection au cours de la bataille : « *il n'y a pas eu de vrais combats, l'encadrement par les cadres militaires kurdes était minimum, on savait qu'on avait des proches en face. Les Kurdes et les Turcs ont décidé d'envoyer les gens de Deir al-Zor se battre les uns contre les autres* ». Entretien à Deir al-Zor, octobre 2019.

²² Entretien avec un conseiller politique de l'Administration autonome, novembre 2019. De leur côté, des officiels turcs reconnaissent que leurs forces supplétives de l'ANS ont subi plus de pertes après l'instauration du cessez-le-feu que pendant les combats de la première semaine : 63 morts jusqu'au 17 octobre et 234 morts au 18 novembre. Entretiens réalisés en novembre 2019.

territoriales, la Turquie entend profiter de l'entente avec la Russie pour mettre un pied dans le reste de la bande frontalière via les patrouilles mixtes russo-turques.

Pour autant, entravée dans son offensive par le déploiement des forces russo-syriennes et les pressions occidentales, la Turquie n'a pu ni affaiblir significativement les capacités des YPG ni sécuriser sa frontière sud au contact des territoires régis par l'Administration autonome. Ankara considère en effet que les YPG maintiennent leur présence dans la zone frontalière des 32 kilomètres, malgré les déclarations russes sur le départ de 34 000 hommes. Les FDS mènent d'ailleurs une guerre asymétrique dans les territoires qu'elles ont concédé à la Turquie, qui pourrait pousser la Turquie à reprendre les hostilités et les Américains à mettre un terme définitif à leur partenariat avec le mouvement kurde.²³ De plus, l'accord russo-turc du 22 octobre laisse en suspens la question de la gouvernance dans le nord-est, permettant à l'Administration autonome de se maintenir dans les villes frontalières. Enfin, le retour du régime syrien - potentiellement acceptable comme un « moindre mal » pour Ankara - a des effets inverses à ceux escomptés par la Turquie. Selon des responsables turcs, le retour du régime « protège » l'ordre politique établi par le mouvement kurde au lieu de le remplacer.²⁴ La présence de l'armée syrienne sur la frontière étatique par ailleurs le conflit avec la Turquie, ce que Ankara souhaitait éviter, alors que l'opération « Source de paix » tenait plus d'une action de neutralisation d'un acteur non-étatique.

La Turquie considère donc le retour au calme actuel comme une étape dans une confrontation de plus longue haleine. Elle entend progresser à petit pas en prenant l'initiative militaire lorsque le contexte politique le permet et en marquant des pauses lorsque les pressions internationales deviennent trop fortes. Mais l'objectif de la sécurisation de sa frontière sud reste à ce jour maintenu.²⁵ Or, les garde-fous américain et russe pour empêcher une reprise des hostilités restent fragiles. Washington a certes fait pression sur la Turquie en vue d'une trêve et a menacé de sanctions. Mais, en signant un accord qui accorde à la Turquie le premier rôle dans la mise en œuvre d'une *safe zone* non définie géographiquement, elle cautionne indirectement un déploiement sur l'ensemble de la bande frontalière.²⁶ Plus encore, la Turquie reste convaincue que les menaces de sanctions - émanant du Congrès - sont réversibles, estimant que la Maison Blanche serait portée à terme à la normalisation avec Ankara. Côté russe, les garde-fous sont encore plus ténus. Moscou s'est effectivement engagée, de concert avec le régime, à déployer une petite force d'interposition de quelques centaines d'hommes. Mais, elle pourrait être tentée - comme elle l'a fait auparavant - d'inciter à une opération militaire turque comme levier de pression pour forcer les Kurdes à accepter une entente avec Damas selon les termes du régime syrien.

Au final, l'opération « Source de paix » a complexifié l'équation géostratégique dans le nord-est. Non seulement les acteurs engagés sont plus nombreux (avec l'arrivée de l'armée syrienne et de la Russie) mais, surtout, aucun n'a une stratégie de long terme ni les moyens de l'appliquer. L'ensemble des forces présentes se contentent de faire du micro-management sur des questions spécifiques : la Turquie cherche à stabiliser les zones conquises, la Russie est - peu - occupée à faire revenir un régime en bout de souffle, et les États-Unis se concentrent dans l'extrême-est avec un mandat aux contours incertains. Le nord-est devient donc moins l'espace d'une confrontation stratégique claire que le lieu d'une multiplication de négociations bilatérales sur des enjeux toujours plus spécifiques et de court terme (déploiement de l'armée syrienne, retrait des YPG de la bande frontalière, division de

²³ Entre le 22 octobre et le 20 décembre 2019, 43 attaques ont été recensées dans le périmètre Tal Abyad - Ras al-Ain, avec un bilan de 72 tués civils et 258 blessés. Un fonctionnaire onusien rapportait ainsi : « *Everytime there is a bombing, the Turkish Foreign Ministry totally used it in their own propaganda; ultimately it might push Turkey to re-engage and the US are already now adopting the Turkish narrative and speak in terms of terrorist activities in Tal Abyad and Ras al-Ain* », Entretien réalisé en décembre 2019.

²⁴ Entretiens avec des officiels turcs, novembre 2019.

²⁵ *Idem*.

²⁶ Entretiens avec des officiels turcs, novembre 2019.

l'espace aérien entre zones d'influence russe et américaine, patrouilles mixtes entre Russes et Turcs). Dans ce contexte, le mouvement kurde peine à définir une nouvelle ligne politique. Il reste dans une position du fait accompli où il excelle, même si son commandement militaire est conscient que, face à la menace turque, un passage au politique est nécessaire. Son approche de court-terme semble donc moins le produit d'un choix assumé que le reflet de la fragmentation du jeu stratégique dans le nord-est syrien.

2. La résilience de l'ordre politique du nord-est

Sans option stratégique claire, le mouvement öcalanien maintient sa ligne : consolider l'ordre institutionnel patiemment mis en place depuis 2012. En dépit du caractère largement allogène de son cadre idéologique, combinant un avant-gardisme de parti marxiste-léniniste mâtiné de références aux thèses du confédéralisme démocratique du penseur de la gauche radicale américaine Murray Bookchin, cet ordre institutionnel a pris greffe, non seulement dans les zones à majorité kurde, mais également dans les territoires arabes. Il se maintient en dépit des pressions multiples subies ces derniers mois (replis américains, offensive turque, campagnes de déstabilisation menées par le régime, résurgence de l'État islamique). Ce processus s'explique moins par un ralliement des populations au projet idéologique que par trois autres phénomènes : la fonctionnarisation d'une partie de la société, les mécanismes de réappropriation de l'Administration par la population et l'absence d'alternative crédible. Au final, le mouvement kurde parvient à s'imposer comme une entité politique cohérente et le seul acteur crédible pour tenir le terrain et maintenir la pression sur l'EI.

2.1. La re-fonctionnarisation du nord-est syrien

Le premier ressort de la greffe consiste en la fonctionnarisation de la société. Les ressources économiques prélevées sur le territoire et les aides internationales ont permis à l'Administration de développer un imposant appareil bureaucratique comptant plus de 250 000 salariés, dont 70 000 militaires, 30 000 policiers et 150 000 fonctionnaires civils. Parmi ces derniers, 40 000 enseignants reçoivent un salaire mensuel entre 120 et 200 dollars, soit le double de celui dans les territoires sous le contrôle du régime.²⁷ La fonction militaire également est mieux rétribuée: alors qu'un officier de rang intermédiaire de l'armée syrienne envoyé sur les fronts du nord-est avec la Turquie gagne 43 000 Livres syriennes par mois (l'équivalent de 50 dollars US), un militaire de même rang dans les FDS pourra gagner le double voir le triple selon son ancienneté.²⁸

Alors que depuis 2012 un nombre important de fonctionnaires, notamment des instituteurs, tendaient à renoncer à travailler dans les institutions de l'Administration autonome, jugée trop peu durable, et à privilégier le maintien de leur statut dans la fonction publique liée à l'État central, la tendance s'est partiellement inversée depuis un peu plus d'un an. Elle s'inscrit dans le contexte de la crise économique qui frappe les zones régulées par le gouvernement de Damas et qui s'est exacerbée avec le durcissement des sanctions. Sans pouvoir la quantifier,²⁹ une proportion plus significative d'anciens fonctionnaires rétribués par Damas rejoint donc les rangs de l'Administration autonome en prenant le risque de perdre leurs salaires de l'État central.

²⁷ Entretiens avec des membres de l'Administration autonome entre septembre et novembre 2019.

²⁸ L'Administration autonome publia en janvier 2020 pour la première fois l'état de ses comptes. Les dépenses pour l'année 2019 s'élèvent à 45 millions par mois pour les salaires des fonctionnaires, et à 67 millions de dépenses pour les FDS. L'essentiel du budget non militaire est donc largement absorbé par les salaires ce qui traduit – entre autres – une économie politique de patronage. Pour des détails sur ce budget : L'Administration autonome du nord-est de la Syrie, Facebook, 14 janvier 2020 (en arabe), <http://bit.ly/2GdYPIS>

²⁹ Entretiens avec des fonctionnaires réalisés durant les différents séjours dans le nord-est en 2018 et 2019.

Sous l'effet conjugué de l'exode notamment des classes moyennes, de la crise de secteurs fortement pourvoyeurs d'emplois comme l'agriculture, et de la désaffiliation vis-à-vis de la fonction publique de l'État central, l'Administration autonome est en train de créer au fil du temps une véritable dynamique de re-fonctionnarisation du nord-est. Ainsi, sur les 2.2 millions de personnes vivant sous son contrôle,³⁰ 250 000 tirent leurs revenus directement de l'Administration. S'y ajoutent les travailleurs des compagnies du secteur privé, fortement encadrées par le mouvement kurde (notamment dans le domaine de la construction et de l'agriculture), et les salariés des organisations soutenues par les budgets des programmes de stabilisation des États de la Coalition internationale. Au total, c'est donc près de 20% de la population active³¹ qui se retrouve tributaire d'un revenu issu directement ou indirectement de l'ordre politique mis en place par le mouvement kurde.

Cette fonctionnarisation du nord-est syrien a deux conséquences. D'abord, si la distribution d'un salaire n'est pas en soi productrice de loyauté politique, elle crée malgré tout un intérêt direct du bénéficiaire dans la pérennisation de l'Administration, d'autant plus qu'il n'existe aucune alternative dans le contexte actuel d'effondrement des capacités financières de Damas. Ensuite, avec un nombre désormais nettement inférieur de fonctionnaires bénéficiant encore des revenus de l'État central,³² le régime peut de moins en moins utiliser une base salariale comme instrument de pression ou de contrôle des populations face au mouvement kurde.

De fait, l'Administration autonome a démontré sa capacité à résister à l'instabilité créée par l'offensive turque. Le faible taux de désertions dans les rangs de ses structures militaires en atteste. Les principales désertions ont eu lieu dans la bataille de Tal Abyad et dans la ville de Tabqa.³³ Ailleurs, le nombre de recrutements n'a pas diminué.³⁴ Par exemple, le Conseil militaire de Manbij enregistre 100 recrutements pour 30 départs en novembre 2019,³⁵ soit un taux de recrutement inchangé depuis plusieurs mois. De même, en octobre, les autorités locales de Deir al-Zor enregistraient près de 1 500 demandes de recrutement dans les forces de sécurité de l'Administration.³⁶

2.2. La réappropriation des institutions par le bas

L'Administration autonome a suscité – et suscite toujours – des rejets au sein des communautés locales. Les logiques de désaffiliation ou de non engagement restent en effet importantes dans certains milieux (certains fonctionnaires de l'État central craignant de perdre leurs avantages ; classes moyennes réservées vis-à-vis des logiques de contrôle indirect par les cadres du mouvement kurde ; désengagements dans les anciens fiefs de l'EI en conséquence de la politique continue de raids et des pressions de l'organisation ; stratégie d'embauche des milieux éduqués de la population dans les organisations non-gouvernementales, mieux payées et politiquement moins problématiques). Cependant, avec le temps, la population tend à se réapproprier les institutions de l'Administration pour des motifs et selon des pratiques variés. Si les habitants continuent de reprocher au mouvement

³⁰ Estimations de l'Office de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations-Unies (OCHA), <http://bit.ly/2TT0RGa>

³¹ Calculé sur la base des données sur la pyramide des âges en Syrie disponible sur <http://bit.ly/2Rj7fVH>

³² Les registres de l'Etat comptabilisent 23 000 fonctionnaires qui reçoivent encore leurs salaires de l'Etat au nord-est. Il est très probable que ce chiffre soit plus élevé, mais toute estimation supérieure reste spéculative (entretien avec Sinan Hatahet, janvier 2020). Sinan Hatahet, *The Political Economy of the Autonomous Administration of North and East Syria*, Middle East Directions (MED), Wartime and Post-Conflict in Syria, 29 novembre 2019, bit.ly/2YiLUxm.

³³ À Tabqa, le tiers d'un bataillon local a abandonné ses positions en signe de protestation contre l'accord militaire entre les FDS et le régime, mais la plupart des déserteurs sont rapidement revenus dans les rangs suite à une entente avec les commandants locaux des FDS.

³⁴ Entretiens avec des cadres locaux du mouvement kurde rencontrés à Manbij, Raqqa et Deir al-Zor, septembre et novembre 2019.

³⁵ Entretien avec l'un des conseillers du Conseil militaire de Manbij, octobre 2019.

³⁶ Entretien avec un cadre sécuritaire à Deir al-Zor, octobre 2019. Par comparaison, en décembre 2018, la première annonce de retrait américain avait provoqué nombre de démissions dans les rangs du mouvement kurde.

kurde et aux *cadros*³⁷ leur manque de compétence et le contrôle des administrations, ils sollicitent en effet toujours plus les institutions et prennent une part active à leur fonctionnement. Les procédures administratives se routinisent, la population se familiarise avec le fonctionnement des structures de pouvoir et apprend à interagir avec le nouvel ordre politique. Deux exemples parmi d'autres peuvent illustrer cette dynamique.

En premier lieu, les usagers essaient de se constituer en corps organisés pour se prémunir face aux décisions arbitraires des cadres du mouvement. L'adhésion aux syndicats, organisés par ordre de métiers et créés au départ par le mouvement kurde, permet à leurs membres, dès lors qu'ils en prennent le contrôle, d'engager un rapport de force avec les décideurs politiques. C'est par exemple le cas des journalistes, qui sont parvenus à desserrer les logiques de censure ou à obtenir la libération de confrères emprisonnés. Comme l'explique un journaliste kurde syrien indépendant, « *la réduction des pressions contre nous est aussi le fait de notre syndicalisation. Cela nous permet d'être plus critique. Ce qu'il faut, c'est s'appuyer sur les lois de l'Administration autonome, ou s'engager dans la production du nouvel ordre juridique pour étendre notre marge de manœuvre, rappeler les leaders à leurs positions de principe et revendiquer des droits* ». ³⁸ De même, les syndicats des commerçants ou dans les entreprises privées négocient les taux de taxation et influencent les politiques économiques de l'Administration. Ces dynamiques d'institutionnalisation de la société sont ambivalentes. Elles renforcent le contrôle du mouvement kurde (les journalistes non syndiqués ont plus de mal à obtenir un rendez-vous avec des officiels, les avocats non enregistrés à l'ordre des avocats ne peuvent pas être mandatés), mais elles engendrent aussi des pratiques de résistance ou de lobbying à l'intérieur de l'ordre existant.

En second lieu, l'absence de règles explicites sur le fonctionnement interne des institutions de l'Administration laisse une place importante au règlement informel des conflits via les contacts tissés par les populations avec les cadres du mouvement. Par exemple, l'absence de tribunaux administratifs au sein du système judiciaire oblige les habitants à passer par les *cadros* pour résoudre à l'amiable leurs problèmes administratifs, conflits fonciers ou autres. Les *cadros* gardent en effet « la porte toujours ouverte » et sont accessibles à tout moment. ³⁹ C'est notamment de cette manière que s'est réglé nombre de « réconciliations » ayant permis la libération ou la diminution de peines de personnes accusées à tort ou à raison de connivence avec l'EI. L'informalité est également un espace de déploiement de pratiques de corruption qui, loin de les distendre, renforcent les liens avec l'administration.

Les moments de conflictualité produisent des espaces de négociations qui permettent *in fine* aux populations de négocier les termes de leur relation aux institutions et, ce faisant, de participer à l'ancrage de ces dernières. Concrètement, les habitants s'adressent en priorité aux *cadros*, qui négocient directement avec les usagers une solution, puis les redirigent vers les institutions officielles du mouvement qu'ils contrôlent en sous-main pour entériner la décision. Un *cadro* en poste à Raqqa explique lui-même ce processus informel : « *Les gens nous font confiance [aux cadres] car ils comprennent que nous sommes effectivement en charge. Mais progressivement nous augmentons les compétences des tribunaux et nous leur transférons les dossiers. Notre rôle c'est le renforcement des institutions civiles. Au début il n'y avait pas d'institutions. La seule interface entre les habitants et l'autorité, c'étaient les militaires. Puis les gens se sont habitués, à présent ils viennent nous voir d'abord. Nous donnons ensuite nos conseils au tribunal. Les institutions sont encore faibles et nous écoutent, mais nos conseils sont informels. Au final, notre objectif c'est de nous éloigner progressivement et de laisser les institutions s'autonomiser* ». ⁴⁰

³⁷ Les *cadros* sont le surnom local des cadres formés dans les académies öcalaniennes en Syrie et ailleurs.

³⁸ Entretien avec un journaliste à Qamichli, septembre 2019.

³⁹ Entretien avec des habitants de Deir al-Zor, novembre 2019.

⁴⁰ Entretien avec un responsable du mouvement kurde, Raqqa, novembre 2019.

Face à une administration allogène au départ mais toujours mieux comprise, la population s'accommode du modèle de gouvernance. La réappropriation des institutions permet aux habitants d'en nuancer la dimension autoritaire et parfois d'en retirer quelques bénéfices tout en évitant de transformer leurs griefs vis-à-vis de l'Administration (corruption, arrestations arbitraires, manque de capacités) en dynamiques de contestation ouverte.

2.3. L'épuisement des dynamiques contestataires: un consentement en négatif

La résilience de l'ordre politique mis en place par le mouvement kurde tient également dans l'absence de toute alternative politique crédible à son projet. Il s'ensuit une dynamique d'adhésions en négatif où l'Administration est d'abord acceptée comme « moindre mal ».⁴¹

Politiquement, le consentement par défaut s'est illustré par la faiblesse des mobilisations lors de l'offensive turque d'octobre 2019. Ce phénomène d'épuisement de la rue n'est pas nouveau, mais semble s'amplifier. Entre avril et juin 2019, des manifestations dans les campagnes de Deir al-Zor, sous contrôle des FDS, n'avaient jamais rassemblé plus de 100 personnes, mais avaient réussi à s'inscrire dans la durée et forcé les autorités à dialoguer.⁴² De l'aveu même des manifestants, le mouvement kurde avait alors privilégié le dialogue sur les arrestations (rares et suivies de libérations) et accepté plusieurs revendications des manifestants : diminution du prix du pétrole, répression des réseaux de contrebande, accroître le pouvoir des populations.

En octobre 2019, la population est restée silencieuse, tant en dépit des tentatives de déstabilisation émanant des réseaux pro-régime que de manifestations organisées par les milieux de l'opposition syrienne. Malgré des rumeurs entretenues par les médias contrôlés par Damas sur le « retour du régime », les manifestations pro-régime n'ont rassemblé que de petits groupes ne dépassant jamais 20 personnes dans la ville de Raqqa en octobre. Quant aux réseaux des militants révolutionnaires de la première heure, ils peinent à mobiliser en raison de la satellisation de la dynamique d'opposition par la Turquie. Une manifestation anti-régime organisée le 3 novembre à Raqqa par des activistes de 2011, bien que tolérée par l'Administration autonome, n'a rassemblé que 60 personnes, alors même que l'opposition tentait de mobiliser sur l'estimation que 32 000 habitants de la ville feraient l'objet de poursuites par le régime dans l'hypothèse du redéploiement des services de sécurité de ce dernier.⁴³

Si l'accord militaire entre les FDS et le régime à la mi-octobre a pu constituer un moment propice à diverses mobilisations de faible intensité, les tentatives de déstabilisation ont très vite été étouffées par les forces kurdes. À Raqqa, les FDS ont imposé un couvre-feu « *pour maîtriser les troubles liés à l'activation possible des réseaux pro-régime* »⁴⁴ et les services de sécurité ont arrêté les instigateurs de levées de drapeaux ou de chants pro-Bashar, dont certaines notabilités proches de Damas.⁴⁵ À Manbij, ancien bastion de l'opposition, les FDS ont mis fin à la mobilisation de réseaux pro-régimes venus saluer le passage des convois du régime se dirigeant vers le front. Elles ont aussi arrêté un nombre important de personnes ayant décrété, le 25 octobre, une grève anti-régime par ailleurs très peu suivie.⁴⁶

⁴¹ Entretien avec un ancien commandant de l'Armée syrienne libre, Tabqa, septembre 2019.

⁴² Les causes des mobilisations ont évolué dans le temps et différé selon les lieux de mobilisation : exaspération quant à la confiscation des revenus du pétrole par l'Administration, appels à une vraie délégation de pouvoir aux populations locales, protestations contre les dégâts collatéraux des raids de la coalition dans les anciens bastions de l'EI à l'est de Deir al-Zor, appels à libérer les territoires tenus par le régime sur la rive est de l'Euphrate à Deir al Zor.

⁴³ Entretien avec des organisateurs de la manifestation à Raqqa, novembre 2019.

⁴⁴ Entretien avec un responsable du mouvement kurde à Raqqa, novembre 2019.

⁴⁵ Entretiens à Raqqa avec activistes pro-opposition, des responsables sécuritaires et responsables d'ONG locales, octobre et novembre 2019.

⁴⁶ Entretien avec activistes et responsables sécuritaires à Manbij, novembre 2019.

La faiblesse de ces mobilisations contredit les affirmations, fortement médiatisées par la presse pro-régime, sur les capacités de Damas à pouvoir facilement mobiliser des tribus ou des notabilités locales contre l'Administration. De fait, les réseaux pro-régime ne présentent quasiment aucun attrait aux yeux de la population pour susciter une mobilisation organisée et le régime ne parvint pas à capitaliser politiquement sur l'incertitude induite par le redéploiement de son armée.

L'épuisement des dynamiques contestataires démontre également la capacité du mouvement kurde à clientéliser la société en l'impliquant dans ses structures de gouvernance, tandis que des arrestations limitées permettent de contenir de véritables dynamiques de rupture d'allégeances. « *Contrairement à décembre 2018, lorsque l'annonce du départ américain par Trump avait fortement relancé les réconciliations en faveur du régime, un tel mouvement n'a pas eu lieu suite à l'annonce de l'entente entre les FDS et Damas. Le contre-exemple de Daraa, où des notabilités engagées dans des réconciliations ont été assassinées, a contribué à avorter les tendances à la réconciliation* ». ⁴⁷

In fine, cette résilience du modèle de gouvernance a permis aux populations déplacées en raison de l'opération « Source de paix » de se maintenir – en grande majorité – sur le territoire de l'Administration. Par exemple, à Kobané, les bombardements turcs avaient entraîné des départs massifs de la population vers les villages environnants, mais cet exode ne dura pas plus d'une semaine. Quant aux déplacés de la zone Ras al-Ain - Tal Abyad, l'Administration autonome, assistée des ONG locales et internationales, a réussi à mettre en place des réponses d'urgence pour plus de 200 000 personnes. ⁴⁸ Ces capacités à prendre en charge les déplacés explique que moins de 15 000 personnes sont actuellement réfugiées en Irak. ⁴⁹

3. L'endiguement des menaces sécuritaires

La résilience du modèle de gouvernance de l'Administration autonome permet aussi au mouvement kurde de conjurer les trois principales menaces sécuritaires que l'offensive turque a contribué à amplifier : les risques inhérents au déploiement de l'armée syrienne, la résurgence de l'EI et la situation dans les camps et les centres de détention.

3.1. La frontière sans le territoire: le rapport de force maîtrisé avec le régime

Dans la perspective du mouvement kurde, l'accord militaire entre les FDS et le régime syrien conclu le 14 octobre 2019 remplit deux objectifs. ⁵⁰ Militairement, il s'agit de mettre en place une force de « dissuasion politique » ⁵¹ – l'armée syrienne – pour entraver la marge de manœuvre de la Turquie. Politiquement, il vise à conserver son contrôle des territoires et des ressources pour se consolider avant d'aller plus loin dans des négociations avec Damas.

⁴⁷ Entretien avec un ancien militant de l'opposition à Raqqa, novembre 2019.

⁴⁸ 63 écoles ont été réquisitionnées à Hasakah pour accueillir les déplacés, tandis que 70 000 autres ont été hébergés par des habitants. La majorité des déplacés du camp de Ain al-Issa, complètement détruit lors d'une attaque de l'ANS, ont été réinstallés à l'est de Raqqa dans le camp de al-Mahmoudiyya, dans le cadre d'un plan de relocalisation d'urgence organisé par le conseil local de la ville.

⁴⁹ Entretien avec un responsable sécuritaire du Kurdistan irakien, novembre 2019.

⁵⁰ « *For now, we only have a military understanding. It matters politically thought. It allows to create a minimum of trust on the regime side; they cannot accuse us anymore of being secessionists* », entretien avec un cadre du mouvement kurde, décembre 2019.

⁵¹ Selon l'expression d'un responsable militaire kurde, pour indiquer le passage à une situation de guerre interétatique entre la Turquie et la Syrie. Entretien, Hasakah, janvier 2020.

Sur le plan militaire, le mouvement kurde est parvenu à imposer sa propre vision du « retour du régime ». Alors que Damas avait constamment refusé de revenir aux frontières sans redéploiement simultané sur le territoire, le mouvement kurde a adopté la position inverse : céder sur la frontière, mais garder le contrôle du territoire et des structures de gouvernance qui l'organisent. Comme le rappelle un cadre de l'Administration autonome, « *l'appel au déploiement de l'armée aux frontières est conforme à nos principes [...] Pour nous, la frontière est une question de souveraineté et revient à l'État central* ». ⁵² Or, contrairement à ce qui s'était passé à Afrin en 2018, ⁵³ le régime accepte les termes du mouvement kurde et concède, sous pression russe, ce à quoi il s'était toujours refusé, à savoir « *protéger un ennemi contre un autre ennemi* », selon les propos d'un conseiller du président syrien. ⁵⁴ De ce point de vue, loin d'être une capitulation des FDS contraintes à chercher la protection de Damas, le « retour du régime » s'avère être une concession de Damas.

L'armée syrienne revient donc uniquement sur la frontière avec un contingent limité à 2200 hommes, ⁵⁵ accompagnés de quelques centaines d'hommes de la police militaire russe. Son déploiement est étroitement contrôlé par les forces kurdes qui lui imposent des règles d'engagement fortement contraignantes. D'abord, les bataillons de l'armée syrienne doivent se déployer sur des positions militaires définies à l'avance. Ensuite, leurs déplacements ne peuvent se faire sans escorte des forces de sécurité kurdes. Troisièmement, aucune décision « de paix ou de guerre » n'est prise de manière unilatérale. Enfin, l'armée syrienne ne peut exercer aucun contrôle sur les populations. ⁵⁶ Le non-respect de ces règles a conduit les FDS ou les forces de sécurité kurdes à de nombreuses arrestations dans les rangs de l'armée syrienne. ⁵⁷ Par ailleurs, les tentatives de l'armée syrienne d'ériger de nouveaux checkpoints ou de prendre le contrôle de bâtiments publics et d'écoles à Qamichli ont été tenues en échec.

L'extrême faiblesse des unités de l'armée syrienne accroît leur dépendance aux FDS, notamment sur le plan de la logistique. Leur manque d'approvisionnement en nourriture est aggravé par le détournement du ravitaillement, subtilisé par des officiers qui le revendent ensuite aux soldats. Sur la ligne de front, un commandant FDS se plaignait d'ailleurs de l'arrivée de l'armée syrienne, qui a exposé les lignes de front au lieu de les renforcer. Cette impuissance s'est illustrée dans les combats au nord de la ville de Tal Tamr, où plus de 400 soldats syriens ont fui devant une attaque des forces pro-turques, permettant à ces dernières de réaliser une avancée sur plusieurs kilomètres le 30 octobre 2019. « À Tal Tamr, l'armée a envoyé des renforts et de l'artillerie, mais cela ne fonctionne pas. Le moral des soldats est au plus bas. Ils sont démotivés et ont souvent faim ». ⁵⁸

Conscient à la fois de la faiblesse du régime (sur le plan militaire, mais aussi économique) et de son intransigeance, ⁵⁹ le mouvement kurde entend conserver son contrôle des territoires et des ressources

⁵² Entretien avec un cadre de l'Administration autonome, octobre 2019.

⁵³ Peu avant l'intervention turque à Afrin, Damas et le leadership du YPG avaient discuté – sans succès – d'un retour du régime pour prévenir l'offensive qui se profilait. Alors que les YPG proposaient à Damas un retour limité à un déploiement à la frontière, Damas considérait que seul le retour de l'État en lieu et place des institutions de l'Administration autonome avait une chance de dissuader Ankara. Entretien avec un conseiller du président syrien à Beyrouth, mars 2018.

⁵⁴ *Idem*.

⁵⁵ Entretiens avec le commandement militaire des FDS, Hasakah, janvier 2020.

⁵⁶ Entretiens avec des commandants militaires des FDS, octobre et novembre 2019. Observations de terrain à Tabqa, Kobané/Ain al-Arab, Manbij, Raqqa et Tal Tamr, octobre et novembre 2019.

⁵⁷ Observations à Tal Tamr et Raqqa, novembre 2019.

⁵⁸ Entretien avec un commandant FDS sur le front de Tal-Tamr, octobre 2019.

⁵⁹ Selon un cadre politique du mouvement kurde, « *Damas n'est pas prête pour des pourparlers. Le gouvernement attend le départ des États-Unis ou une nouvelle attaque de la Turquie pour nous soumettre dans le cadre d'un dialogue national. Dans le même temps, nous n'accepterons jamais un démantèlement des FDS ou de notre appareil sécuritaire pour la simple raison que le régime est politiquement et militairement trop faible* », Entretien avec un cadre politique du mouvement kurde, Qamichli, octobre 2019.

pour négocier en position de force l'heure venue.⁶⁰ Si, pour l'instant, les négociations avec Damas sont bloquées le mouvement kurde maintient ses objectifs inchangés, principalement celui d'aboutir à une « solution politique globale »⁶¹ à travers des changements constitutionnels qui entérineraient l'ordre institutionnel mis en place depuis 2012.

Le régime syrien, quant à lui, reste fermé au débat politique et à toute discussion bilatérale sur la structure du pouvoir,⁶² considérant qu'une telle réforme doit relever d'un processus national sous son égide. Il refuse de dissocier le retour de son administration civile et celui de son appareil de sécurité et s'oppose donc à tout processus graduel qui consisterait à ouvrir la négociation en cherchant des espaces de coopération institutionnelle, comme l'ont illustré les discussions sur une cogestion du barrage de Tabqa.⁶³ Enfin, Damas tente de fragmenter la représentation du nord-est en engageant non seulement les représentants du mouvement kurde, mais aussi les notabilités tribales, les élites éduquées et les autres partis kurdes, avec l'objectif de « dépolitiser » la négociation en la confinant sur le terrain culturel. En d'autres termes, le régime entend ouvrir un dialogue avec les Kurdes en tant que minorité et non avec l'Administration autonome en tant qu'acteur politique.⁶⁴ C'est ainsi que, lors de la seule réunion à caractère purement politique qui s'est tenue au début du mois de janvier 2020, le régime invita une délégation des partis politiques du nord-est en lieu et place des représentants de l'Administration. En amont d'une négociation sur les termes d'une solution, le désaccord persiste donc sur l'identité même des acteurs de la négociation.

Face à un régime trop intransigeant pour ouvrir un espace de négociations politiques, mais trop faible pour s'imposer, l'attentisme demeure des deux côtés. L'enjeu principal pour l'Administration autonome reste alors d'utiliser le régime pour sécuriser tant que mal les frontières tout en évitant que ce dernier ne mette ses nouvelles positions à profit à des fins de déstabilisation.

3.2. Les populations sans le territoire: la résurgence limitée de l'État islamique

La résurgence de l'EI représente la seconde menace sécuritaire à gérer pour l'Administration. L'offensive turque a conduit à une hausse de 63% des activités de l'EI et accélère une dynamique de reconstitution des réseaux de l'organisation.⁶⁵ Contenir l'EI est doublement crucial pour l'Administration. Localement car la capacité de nuisance de l'organisation reste forte. Sur le plan international, car c'est à ce niveau se situe la valeur ajoutée des FDS.

Le bras de fer entre les FDS et les nouveaux réseaux militants de l'EI se joue dans l'est de Deir al-Zor, ancien bastion de l'organisation. Dans un premier temps, les attaques de l'EI dans les territoires reconquis par les FDS laissaient présager une démarche insurrectionnelle classique rappelant fortement le scénario irakien après le départ des forces américaines en 2011. Dès que le territoire du Califat est devenu résiduel à partir de l'été 2018, l'organisation s'est lancée dans une guerre d'usure dans les

⁶⁰ « Les négociations avec le régime prendront beaucoup de temps. Ce n'est pas l'histoire de deux ou trois semaines. Pour revenir, le régime a besoin de moyens qu'il ne possède pas. Il ne pourra pas revenir avant un long moment. Et d'ici là, le régime a besoin de nous, car il ne peut tenir la rue sunnite dans l'Est alors que nous le pouvons », *Idem*.

⁶¹ *Idem*.

⁶² « L'absorption » de l'Administration autonome ne peut se faire que dans le cadre de l'ordre légal existant (la loi 107 sur la décentralisation) et certainement pas selon un aménagement constitutionnel comme le réclame le mouvement kurde, qui considère que seule une constitution plus favorable à ses demandes pourrait in fine servir de garant à une entente avec le régime », discussions avec un conseiller du président syrien, juin 2019.

⁶³ Comme le remarque un politicien kurde après son passage à Damas, « le régime ne négociera jamais sur un pur retour des services. Il voudra toujours lier le retour de l'État au retour du régime », Entretien, octobre 2019.

⁶⁴ En visite à Qamichli le 5 décembre 2019, le général Ali Mamlouk, chef du Bureau de sécurité nationale, refusa de recevoir des représentants de l'Administration et se contenta de rencontrer des notabilités tribales et des personnalités pro-régime, incitant les premières à pousser leurs ouailles à quitter les rangs des FDS, entretiens avec des cadres du mouvement kurde, janvier 2020.

⁶⁵ Rojava Information Center, décembre 2019, *op. cit.*

territoires reconquis par la Coalition et ses alliés locaux, harcelant de manière continue, mais avec des moyens limités, les positions des forces de sécurité kurdes, et menaçant ou tuant toute personne, clan ou famille se rapprochant trop significativement de l'Administration autonome.⁶⁶

Afin de mettre à distance les populations de l'Administration et de faciliter la reconstitution de ses réseaux au niveau local, l'EI incite les habitants à la repentance. Ce concept religieux – *tawba* ou *istitâba* – est devenu un mode d'action profondément politique qui vise le retournement des allégeances politiques locales en faveur de l'EI. Au début de l'été 2019, ces *tawba* restaient discrètes, les cibles étant invitées à se repentir individuellement, soit via des rencontres avec des activistes de l'EI, soit publiquement dans les mosquées locales à l'heure de la prière du vendredi. En juillet 2019, la pratique de la *tawba* change d'échelle et fait l'objet d'appels collectifs. Dans la ville de Bou Hardoub à l'est de la province de Deir al-Zor, une liste de l'ensemble des fonctionnaires de la bourgade est placardée sur le parvis de la mosquée, les enjoignant à faire acte de repentance en public et à quitter les institutions locales. Il en a résulté l'effondrement immédiat des institutions de l'Administration autonome - seuls quelques professeurs continuèrent à enseigner dans les écoles.⁶⁷

Néanmoins, l'exemple d'Abou Hardoub ne se renouvela pas. L'EI semble désormais privilégier une stratégie d'infiltration et de parasitage des institutions plutôt que la confrontation ouverte. Ceci s'illustre notamment par la multiplication, depuis septembre 2019, des arrestations de personnes qui occupent des positions importantes au sein de l'Administration et qui entretiendraient dans le même temps des relations avec l'EI. Par exemple, le président du conseil local du village de Suweidan a été arrêté par les forces de sécurité, au motif d'accusation de collecter de l'argent pour l'EI. Une majorité des responsables locaux de l'Administration autonome ayant reçu des menaces ou des attaques, les personnes encore épargnées deviennent *de facto* suspectes de collusion avec l'organisation. Ces suspicions sont suffisamment importantes pour pousser d'anciens informateurs à renoncer à collaborer avec les agences de sécurité, de peur que leurs contacts ne soient eux-mêmes de mèche avec l'EI.⁶⁸

L'EI accélère ainsi sa reprise en main des populations, qui se traduit par d'autres pratiques : compromis implicites avec des notables ou des commandants locaux, qui obligent ces derniers à coopérer avec l'organisation sur le plan sécuritaire ; patrouilles de nuit contrôlant l'islamité des comportements (*hisba*) ; enfin, remise en place de réseaux plus organisés avec désormais une hiérarchie identifiée⁶⁹ et des fonctionnaires salariés.⁷⁰

Le principal objectif de cet encadrement semble être à ce jour la mobilisation des ressources. La plupart des positions d'accumulation font désormais l'objet de prélèvements et, selon des informations locales, l'EI engrangerait près d'un million de dollars par jour.⁷¹ Les opérateurs du secteur du pétrole situés dans les secteurs désertiques de l'est de Deir al-Zor sont particulièrement sollicités, certains s'acquittant de plusieurs dizaines de milliers de dollars par mois. L'EI taxe aussi les contrebandiers,

⁶⁶ L'exemple de la famille Njiriss dans le village de Darnaj est révélateur. Après avoir entamé un rapprochement avec le mouvement kurde début décembre 2019, cette famille subit immédiatement des pressions et trois de ses membres engagés dans l'Administration sont tués.

⁶⁷ Entretiens avec des notabilités locales, août et septembre 2019.

⁶⁸ Entretiens avec des notabilités locales et du personnel de sécurité, Deir al-Zor, septembre-octobre 2019.

⁶⁹ L'unité de base est le « secteur » (*qit'a*), qui comprend des groupes de bourgades. Chaque secteur est relativement structuré (avec un responsable de la sécurité et un responsable de la zakat) et tend à fonctionner de manière relativement indépendante des autres secteurs. Une coordination s'effectue à travers les réunions des leaders sécuritaires des différents secteurs - y compris ceux en poste dans les zones tenues par le régime à Deir al-Zor.

⁷⁰ Début octobre, une personne a été arrêtée avec une enveloppe salariale de 300 000 dollars, entretien avec responsable sécuritaire, Deir al-Zor, octobre 2019.

⁷¹ Entretien avec des notabilités locales, décembre 2019.

les bateaux des passeurs sur l'Euphrate, ou encore les fonctionnaires de l'Administration autonome.⁷² Quant aux mauvais payeurs, ils sont rappelés à l'ordre par des menaces, des attaques anonymes contre leurs familles, ou encore des jets nocturnes de bombes assourdissantes sur leurs domiciles.⁷³

Au-delà, le contrôle des populations vise aussi à affaiblir l'ancrage local des structures sécuritaires de l'Administration autonome, en les forçant à se comporter en « force d'occupation » bunkérisée, qui se caractérise par une politique de raids à répétition et d'opérations sécuritaires fortement intrusives sur les populations locales. En d'autres termes, l'EI vise moins l'effondrement des institutions ou une reconquête de territoire que la création d'un milieu favorable à l'accumulation des ressources. La résurgence de l'EI - mesurée à l'aune de sa capacité à mener des opérations armées, à recruter et à mobiliser des ressources - est bien réelle.⁷⁴ Pourtant, il semble peu probable que l'organisation veuille déclencher une insurrection massive contre le mouvement kurde ou les forces de la Coalition internationale.⁷⁵ L'EI préférerait utiliser ses bastions dans les zones des FDS comme incubateur pour, en cas de départ des troupes américaines, lancer la bataille contre le régime et ses alliés locaux irakiens, considérés comme des adversaires militairement plus accessibles et idéologiquement plus pertinents (chiïtes et alaouites).

3.3. La maîtrise de la situation dans les camps

Au-delà de la rive est de Deir al-Zor, le second foyer de résurgence de l'EI se situe dans les prisons et dans les camps de détention des familles des militants. Le contrôle des 24 prisons du nord-est, surchargées par plus de dix mille ex-combattants, constitue un véritable défi pour l'Administration autonome.⁷⁶ Plusieurs soulèvements ont eu lieu dans les structures carcérales de al-Malikiya et Shedadeh ainsi que des attaques contre les prisons de Kasra à Deir al-Zor et de Ghoweiran à Hasakah et de Suwar.⁷⁷

Par ailleurs, l'instabilité dans les camps augmente. La situation dans le camp de al-Hol, déjà très précaire avant l'offensive turque, s'est détériorée. L'administration du camp a recensé une vingtaine d'assassinats depuis juillet 2019, ce chiffre étant certainement plus important en raison de la dissimulation des corps des personnes exécutées.⁷⁸ Cette détérioration s'explique par le fait que personnel sécuritaire a été réduit de plus d'un tiers en raison de l'offensive turque, soit 150 gardiens sur un total de 400 ont été envoyés sur le front contre la Turquie.⁷⁹ Par ailleurs, les forces de sécurité manquent de moyens (radios, matériel de surveillance, etc.) et sont régulièrement attaquées, ce qui les oblige à rester retranchées et à limiter les patrouilles, notamment la nuit. La police arrête environ 50 personnes par jour dans des tentatives d'évasion, mais estime qu'un nombre équivalent réussit à s'enfuir. Des attaques ont lieu sur les *check-points* aux alentours du camp. Les réseaux de passeurs

⁷² Un responsable dans le secteur de l'irrigation a dû s'acquitter de 5 000 dollars. Muataz al-Hefeil, chef du conseil local de Dhiban, a dû payer 10 000 dollars pour se protéger et a finalement décidé de s'exiler à Hasakah.

⁷³ Entretiens avec des notabilités locales, Deir al-Zor, septembre 2019.

⁷⁴ Le nombre de morts consécutifs à des attaques de l'EI se maintient à 30 à 50 victimes par mois alors que les attaques tendent à se professionnaliser (attentats à la voiture piégée et les assauts de bâtiments publics). Selon un proche de l'organisation, le mouvement disposerait aujourd'hui des hommes et des ressources nécessaires pour mener une insurrection capable de provoquer 150 à 200 morts par mois dans les zones tenues par les FDS.

⁷⁵ Une telle insurrection ne semble pas être l'objectif actuel, car « *fonctionner en capacité maximum attirerait trop l'attention* », entretien avec un sympathisant de l'EI, décembre 2019.

⁷⁶ Notamment depuis l'appel du chef de l'EI à attaquer les centres de détention, Abou Bakr al-Baghdadi, 17 juillet 2019, <http://bit.ly/2r6kwqg>.

⁷⁷ Discussions avec des juges, des responsables militaires et sécuritaires à Deir al-Zor, Qamichli et Shedadeh, octobre et novembre 2019.

⁷⁸ Certains corps ont été retrouvés par hasard dans les fosses septiques. Entretiens avec des résidentes et avec les responsables du camp de Al-Hol, octobre 2019.

⁷⁹ Entretien avec les responsables du camp de al-Hol, octobre 2019.

existent et permettent aux prisonniers de maintenir une bonne communication vers l'extérieur (les téléphones clandestins sont courants).

Face à l'emprise grandissante de l'influence des détenues étrangères, considérées comme les détenues les plus radicales, sur les sections irakiennes et syriennes, les autorités ont décidé de placer le quartier des étrangères dans une situation d'isolement. Néanmoins, cette mesure reste inefficace. L'influence des détenues étrangères s'étend par la mise en place d'une police des mœurs islamiste.⁸⁰ Selon les responsables administratifs, les capacités de contrôle et de régulation des autorités kurdes arrivent à saturation.⁸¹

Alors que l'Administration a réussi à organiser l'ensemble des autres camps sous son contrôle par un système de « communes » permettant d'assurer la distribution de certains services, de collecter de l'information et de se doter d'interlocuteurs dans les camps (notamment dans le camp de Roj où se trouvent un nombre important d'étrangers), la section étrangère du camp d'al-Hol résiste avec succès à toute tentative d'encadrement. Ce manque de contrôle facilite la restructuration de cellules de l'EI dans ce camp. Des tribunaux de l'EI y existent désormais, des condamnations à mort sont exécutées, une police des mœurs traque des comportements jugés déviants, et un « comité de conscientisation » propage les idées et facilite le recrutement.⁸²

⁸⁰ Les barrières entre les différentes sections n'empêchent pas les passages, observations dans le camp de al-Hol, octobre 2019.

⁸¹ Entretien avec les responsables du camp de al-Hol, octobre 2019. Pour plus de détails sur la situation des camps et la problématique de la gestion des parents de militants, International Crisis Group « Women and Children First: Repatriating the Westerners Affiliated with ISIS », n°208, 18 novembre 2019, <http://bit.ly/2s38I8D>.

⁸² Entretiens avec les responsables du camp de al-Hol, novembre 2019.

Conclusion: l'impasse du fait accompli

À l'issue du premier cycle de confrontation entre la Turquie et les FDS, qui s'est achevé fin novembre sans vainqueur ni vaincu, le nord-est s'est installé dans un semblant de calme paradoxal et précaire qui n'augure pas nécessairement de la fin de la guerre.

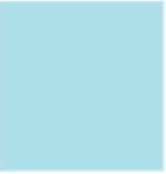
À court terme, l'opération militaire de la Turquie a abouti à un paradoxe où l'acteur ciblé, infra-étatique et considéré comme le plus faible (le mouvement kurde), réalise les meilleurs gains, alors que les acteurs étatiques plus puissants (Ankara, Moscou et Damas) sont dans l'embarras ou l'attentisme. Malgré la perte d'une partie du territoire qu'il contrôlait, le mouvement kurde conserve en effet ses capacités militaires, ses structures de gouvernance à l'exception de celles situées dans le périmètre entre Tal Abyad et Ras al-Ain et l'accès aux ressources pétrolières garanties par le repli américain sur l'extrême est. De son côté, la Turquie est restée entravée dans sa progression militaire par les effets conjugués du déploiement de l'armée syrienne, de son accord avec la Russie et des risques de sanctions américaines. Elle se retrouve même confrontée à une campagne de déstabilisation coûteuse dans les territoires qu'elle a récemment conquis. La Russie hérite quant à elle des contradictions de la position américaine et limite son engagement dans le nord-est en préférant attendre le départ des Américains. Enfin, le régime syrien bute sur ses propres faiblesses et sur la résilience des institutions kurdes.

Pourtant, en dépit de sa force relative sur le terrain (puissance militaire et capacités en matière de gouvernance), la position du mouvement öcalanien reste instable et problématique à long terme en raison de sa vulnérabilité stratégique. D'une part, la Turquie le perçoit comme une « menace existentielle » et est loin d'avoir renoncé à l'option militaire. D'autre part, il est confronté à un alignement d'intérêts étatiques en faveur d'un retour intégral du régime, plutôt que le maintien de l'Administration autonome considérée comme un projet sécessionniste par Damas, un « micro-Etat PKK » par Ankara, un allié des États-Unis contre l'axe de la résistance par Téhéran, et un obstacle à la reconquête militaire que Moscou mène avec l'armée syrienne depuis 2015. Le calme précaire est politiquement trop déséquilibré pour durer.

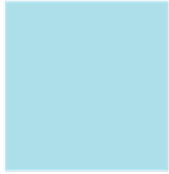
Désormais trop puissant pour que la Turquie ne réagisse pas à nouveau, la position du mouvement dépend d'un fait accompli précaire. Le mouvement a échoué dans son pari stratégique de convertir le partenariat militaire avec les Américains en alliance stratégique.⁸³ Il sait qu'il ne pourra pas, à terme, survivre sans une « initiative politique »,⁸⁴ en jouant soit l'ouverture sur Damas, soit la désescalade avec la Turquie. Or, ce passage au politique semble pour l'instant fortement improbable car, au regard des positions d'Ankara et de Damas, les coûts sont juste trop élevés pour la mouvance öcalanienne. En l'absence d'alternative, une reprise des opérations militaires – envisageable à court terme de la part de la Turquie – est bien réelle. Au-delà, l'accroissement des diverses pressions sécuritaires (Turquie, EI, régime), dans un contexte d'escalade entre les États-Unis et l'Iran, risquent d'accroître le nombre de conflits localisés qui mettrait à rude épreuve le modèle politique du nord-est. Ce scénario risque de parachever l'émergence d'un arc de crise déjà en gestation, s'étendant des steppes de Homs au Mont Hamrin du sud de Kirkouk, caractérisé par la faiblesse des régulations étatiques et l'affirmation de dynamiques miliciennes multiples dont l'EI n'est pas la moindre.

⁸³ Patrick Haenni, « L'impasse stratégique du « mouvement öcalanien » en Syrie », *Moyen-Orient* n°41, janvier-mars 2019.

⁸⁴ Entretien avec le commandement militaire des FDS, Hasakah, janvier 2020.



Research Project Report
27 January 2020
2020/02



ISBN:978-92-9084-807-3
doi:10.2870/238910

